

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2014 (PLFSS) est débattu au parlement. Si ces débats apparaissent souvent lointains et techniques, néanmoins ils déterminent les conditions de travail et de rémunérations des professionnel-le-s ainsi que les fermetures de services et autres restructurations qui pénaliseront les usager-e-s.



Pour un financement de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins...

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2014 PLFSS, s'inscrit dans la continuité des plans d'austérité.

Le gouvernement impose une baisse de l'évolution des Dépenses d'Assurance Maladie, infligeant 2,4 milliards d'économies supplémentaires.

Le simple maintien de l'existant aurait nécessité 4% d'augmentation

Plan d'austérité, toutes et tous concernés !

Ces milliards d'économies se feront sur le dos des salarié-e-s du public et du privé avec des conséquences néfastes pour les soins et les prises en charge.

Pour les établissements de la santé, du médico-social, cela se traduira par :

- la poursuite des restructurations, la fermeture d'activités ou de services,
- la dénonciation des accords (RTT...),
- les attaques sur les statuts et conventions collectives,
- le blocage des salaires du public et du privé.

Pour la population cette politique imposera de nouvelles fermetures d'établissements, de services de proximité, éloignant toujours plus la population des lieux d'accueil ou de soins.

Des cadeaux pour les patrons

L'austérité ne s'appliquera pas à tout le monde, par le biais de l'allègement de charges et d'exonération de cotisations, ce ne sont pas moins de 20 milliards que les patron-ne-s vont empocher!

Nous ne devons pas attendre la fin du débat parlementaire.

Le 3 décembre commencera l'examen final (après amendements du Sénat) du PLFSS à l'Assemblée Nationale pour publication mi-décembre.

Refusons l'austérité, exigeons du salaire en plus, pour de meilleures retraites et alimenter les caisses par des cotisations à la hauteur des besoins.

Nous devons agir dès maintenant!

- Pour obtenir un budget hospitalier et médico-social à la hauteur des besoins de la population et des salarié-e-s.

- Pour obtenir une loi de financement qui permette l'accès aux soins et prises en charge de proximité, la réouverture des services et établissement fermés (ou menacés)...

- Pour obtenir une loi de financement qui prenne en compte les besoins en personnels, les conditions de travail et les revalorisations salariales des secteurs publics et privés bloquées depuis plusieurs années.

Nous mobiliser aujourd'hui c'est exiger d'avoir des moyens pour toutes et tous et non des saupoudrages concédés à la marge en fonction de futures résistances locales.

Interpellons les élu-e-s sur leurs intentions de vote et les conséquences pour les populations qu'ils ou elles représentent.

**... toutes et tous le 3 décembre ,
Rassemblement à partir de 12 h
devant l'Assemblée Nationale, (place Edouard Herriot)**